

Succès des mobilisations contre la directive Bolkestein !

Le 11 février a été une forte journée européenne de mobilisation contre le projet de directive Bolkestein. Des dizaines de manifestations ont eu lieu dans toute l'Europe. En particulier une manifestation de près de 40 000 personnes a eu lieu à Berlin et 15 000 personnes, avec un important cortège de l'Union syndicale Solidaires, ont participé à une manifestation unitaire européenne à Strasbourg. De plus, des initiatives ont eu lieu dans de nombreuses villes de France.

Devant ce début de mobilisation des opinions publiques, les grandes manoeuvres au parlement européen se sont accélérées avant le vote de la directive. Toute modification de cette directive qui en affaiblit la portée est déjà un premier résultat de la mobilisation. Nous sommes cependant loin du compte, ce d'autant plus que de grandes incertitudes planent sur ce qui sera réellement voté. En particulier, l'abandon clair et net du Principe du pays d'origine (PPO) ne sera pas réellement acquis tant que ne sera pas écrit précisément que le droit qui s'applique est celui du pays de destination. De plus, pour que les entreprises puissent être contrôlées, il faut qu'elles aient une obligation de déclaration avant de pouvoir exercer leur activité et une obligation d'y avoir un représentant légal sur place. Le retrait de cette directive est donc toujours à l'ordre du jour.

Quel que soit le texte voté par le Parlement européen, il sera soumis au Conseil européen qui regroupe les chefs d'Etats et de gouvernements. Même si nous ne connaissons pas encore la date de ce passage qui peut être soit très rapide, fin mars, soit prendre quelque mois, il faut amplifier le processus de mobilisation pour faire pression sur les différents gouvernements de l'Union. Dans cette situation le gouvernement français et le président de la République, qui avait annoncé publiquement que la directive Bolkestein ne verrait pas le jour, doivent aujourd'hui prendre leurs responsabilités. En France, les organisateurs de la manifestation unitaire de Strasbourg se réuniront le 20 février pour apprécier le vote du Parlement européen, tirer le bilan du processus de mobilisation et envisager les suites à lui donner.

Le 13 février 2006